

Art. 41. Les titulaires de vingt actions ou plus ont deux voix.

Art. 42. Les possesseurs de dix et plus d'actions en nom, peuvent se faire représenter par un fondé de pouvoirs, qui agira en leur lieu et place.

La même personne ne peut représenter plus de deux actionnaires absents.

Art. 43. L'assemblée générale se réunit tous les ans le troisième mardi de mars, pour recevoir communication des comptes et du bilan et procéder au choix des administrateurs sortants, démissionnaires ou défunts.

Art. 44. Elle nomme en même temps les neuf membres formant la commission de surveillance spécifiée à l'art. 33.

Art. 45. Elle arrête et sanctionne les règlements à faire pour l'exécution régulière des présents statuts, approuve et rectifie les propositions relatives au nombre, aux titres et aux traitements des employés.

Art. 46. L'assemblée générale délibère sur tous les autres objets que l'administration lui soumet dans l'intérêt de la société, et sur les propositions écrites, signées par cinq de ses membres, et remises trois jours d'avance.

Art. 47. L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le directeur, conformément à une résolution du conseil d'administration, ou à la demande de vingt actionnaires ayant droit de voter. La convocation se fait par un avis inséré quinze jours à l'avance, dans le journal de chaque chef-lieu de province le plus communément chargé de l'insertion des actes officiels.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 48. Tout ce qui tient ou peut contribuer à la sûreté de la société, sera recommandé aux autorités civiles et militaires; elles lui prêteront main-forte à la première réquisition du directeur.

Art. 49. Le roi peut faire vérifier, quand il le juge convenable, si et jusqu'à quel point l'administration se conforme aux statuts et règlements de la société.

Art. 50. Le roi peut empêcher ou suspendre

toutes les opérations qu'il croit contraires aux intérêts de la Belgique.

Art. 51. Aucun changement ne peut être fait aux présents statuts sans l'autorisation du roi et la décision préalable de l'assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, au moins un mois d'avance.

Art. 52. Les anciens et les nouveaux actionnaires voteront séparément sur chaque proposition, à la majorité des deux tiers des voix, représentant les deux tiers des actions en nom de chaque catégorie, et ce ne sera que du commun consentement que la modification pourra être admise.

Dont acte fait et passé à Bruxelles, au siège de la Banque de Belgique;

L'an 1846, le 26 du mois de février;

En présence des sieurs Corneille Blanpain et Antoine Van Gorp, demeurant tous deux à Bruxelles, témoins à ce requis. (Suivent les signatures et la mention de l'enregistrement.)

166. — 5 MARS 1846. — *Loi portant règlement de l'exercice 1830 (1).* (Mon. du 8 mars 1846.)

167. — 5 MARS 1846. — *Loi portant règlement de l'exercice 1831 (2).* (Mon. du 8 mars 1846.)

168. — 5 MARS 1846. — *Loi portant règlement de l'exercice 1832 (3).* (Mon. du 8 mars 1846.)

169. — 5 MARS 1846. — *Nomination des membres et des secrétaires du conseil supérieur d'agriculture.* (Monit. du 14 mars 1846.)

Léopold, etc. Vu les art. 1 et 2 de notre arrêté du 31 mars 1845;

Vu les procès-verbaux des séances, dans lesquelles les commissions provinciales d'agriculture ont délégué en qualité de membres du conseil supérieur d'agriculture :

MM. Dutrieu de Terdonck (Ch.), à Malines, province d'Anvers; Forneville, à Berthem (Bra-

(1) Rapport à la chambre des représentants par M. Deman d'Attenrode. — Adoption sans discussion le 20 février 1845. — Rapport au sénat par M. le baron de Macar, le 12 février 1846 (Documents, p. 673, 687 et 689.)—Adoption le même jour à l'unanimité. — Nouveau rapport à la chambre des représentants et adopté, le 2 mars 1846.

Voir cette loi et les tableaux qui l'accompagnent au *Moniteur* du 8 mars 1846.—Nos lecteurs com-

prendront facilement que cette loi et ces tableaux ne peuvent avoir aucune utilité pour eux, et qu'il devient inutile de grossir sans objet nos volumes; nous avons pensé que les personnes intéressées à les connaître pourraient recourir au *Journal officiel*.

(2) Voir la note qui précède.

(3) Voir la note qui précède.